



[OPINION] FONCTION PUBLIQUE

Valeur professionnelle : une impossible prise en compte équitale

Auteur associé | France | Publié le 07/03/2016



© P. Marais / La Gazette
Bruno Collignon, président de la FA-FP

Parmi les sujets qui occupent actuellement les débats dans la fonction publique, et dans son versant territorial en particulier, celui qui concerne la traduction concrète de la disposition du protocole « PPCR » relative à la prise en compte de la valeur professionnelle tient une place singulière.

Citons pour mémoire les objectifs fixés par ce protocole : « Les modalités d'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires, qui constitue un principe fondamental de la fonction publique de carrière, seront réformées pour être simplifiées et harmonisées entre les trois versants de la fonction publique, après qu'un bilan de l'entretien professionnel aura été présenté en comité de suivi du présent accord. »

L'absence d'accord majoritaire ayant rendu impossible la mise en place du comité de suivi chargé d'aborder cette question, celle-ci sera donc traitée dans le cadre plus large de l'agenda social au cours de l'année 2016.

Pour la Fédération autonome de la fonction publique (FA-FP), la réforme, la simplification et l'harmonisation des modalités d'appréciation de la valeur professionnelle passent par une réflexion qui nous semble fondamentale : doit-on aujourd'hui encourager une individualisation des rémunérations en privilégiant un classement entre les agentes et les agents ?

Autrement dit, sommes-nous condamnés à nous inspirer des techniques de management en vogue dans certaines entreprises du secteur privé qui relèguent la dimension

collective du travail en équipe au second plan et hiérarchisent les performances individuelles selon le mérite de chacun ?

Y aurait-il, dans la fonction publique, un autre étalon que celui du respect du statut et des valeurs qu'il contient en matière d'éthique et de déontologie, qui permettrait d'apprécier individuellement la manière d'exercer les missions de service public ?

Pour la FA-FP, la simplification et l'harmonisation de la prise en compte de la valeur professionnelle passe par le postulat selon lequel tous les agents publics sont reconnus au travers de leur engagement défini dans le cadre du statut.

Dès lors, il ne s'agit plus de créer des catégories de fonctionnaires construites à partir de « normes » discutables, mais de s'intéresser aux raisons pour lesquelles certains agents peuvent se retrouver, au cours de leur carrière, en décalage par rapport à la manière de rendre le service public.

C'est bien vers ces agents qu'il y a lieu d'orienter la réflexion en matière d'appréciation de la valeur professionnelle, en mettant tout en œuvre pour leur permettre d'incarner à nouveau l'intégralité des valeurs du service public.

L'autre point essentiel qui rend totalement impossible l'idée d'une classification des agents selon leur valeur professionnelle réside dans le caractère inéquitable de ce dispositif qui exclut de fait la majorité des agents. Quels indicateurs objectifs permettraient de mesurer la valeur professionnelle des enseignants, des chercheurs, des magistrats, des personnels des services funéraires, des acteurs des services d'urgences, des agentes et agents du secteur de l'action sociale, pour ne citer qu'eux ? Dès lors qu'un dispositif ne peut s'appliquer de manière équitable à l'ensemble d'une population concernée il est impératif de renoncer à son application. C'est bien sur l'encouragement de la dimension collective du travail d'équipe que doit se construire la fonction publique de demain, n'en déplaise aux nostalgiques de la rémunération au mérite !